



Texto de la ponencia / Txostenaren testua

Stefano ROLANDO

Ex-Director del Departamento de Información de la Presidencia del Consejo de Ministros de Italia

Italiako Ministro Kontseiluaren Lehendakartzako Informazio Departamentuaren zuzendari ohia

L'impasse de l'Europe a été décrétée peu après la réalisation des plus grands succès de l'Europe même: l'accord sur l'espace et les modalités de la sûreté, l'accord sur la monnaie unique, l'accord concernant l'élargissement des frontières.

- Une Europe plus grande, plus intégrée, plus consciente et plus irrévocable.
- Cette Europe a affirmé sa propre fragilité, en tant que politiquement ralentie, divisée sur la scène internationale, fragmentée sur le plan de la communication.

Jürgen Habermas, allemand, l'un des plus importants philosophes européens, a parlé a ce propos d'un Occident divisé en attribuant à l'Europe une condition pré-nationale, celle de l'absence d'une identité commune¹.

Le 2007 – cinquantième anniversaire des Traités de Rome qui ont institué la Communauté – a été dédié à vérifier le **bilan de ces premiers cinquante années** et la perception du chemin à poursuivre pour les cinquante ans qui vont suivre.

Cette analyse a, plus ou moins, photographié cette **transition**.

L'argument général a été celui-ci : normalement les règles précèdent les processus de changement structurel, mais l'Europe a dû suivre le parcours inverse:

- parce qu'il fallait **lutter contre le temps** (à l'intérieur renaissances de nationalismes; à l'extérieur tentative des sujets forts de la globalisation de réduire l'épaisseur du processus d'intégration européenne);
- parce qu'on ne pouvait pas maintenir la plupart des économies nationales sans **paramètres communs** concernant le déficit provoqué par l'excès de dépenses;
- puisque une attente ultérieure pouvait soulever encore plus d'**euro-scepticisme**;
- parce que dans certaines circonstances de l'histoire la **responsabilité de la délégation exprimée par la démocratie** doit être utilisée à fin d'avancer,

même là où on n'a pas encore renforcé un consensus populaire véritable et stable.

Les photographies prises à l'occasion des plusieurs congrès tenus pour le cinquantième anniversaire, peuvent être synthétisées de la manière suivante.

- **La première photo** regarde les **intellectuels européens**: il faut s'arrêter avant de faire d'autres règles, en travaillant sur les profils identitaires communs; vérifions, à travers l'école et les médias, si nous pouvons réussir à reconnaître qu'il y a plus de choses qui nous unissent par rapport aux éléments qui nous distinguent; restituons cette vérification à la conscience culturelle de chacun et après, au nom de cette base solide, essayons les règles constitutionnelles².
- **La deuxième photo** est celle des **hommes politiques**: nous avons de la peine à exprimer une *governance* réelle à l'intérieur du système à 27; en plus, si nous considérons, comme il faudrait, l'Europe des territoires (où il y a une histoire des identités et l'enracinement des cultures et des intérêts), il serait nécessaire de posséder une formule efficace pour une *governance* à 250. Ouvrons alors le processus de participation aux citoyens (donc communication directe et appel aux médias) comme alternative à l'impossibilité de construire un modèle de *governance* gouvernable. Nous devons créer les conditions, à longue échéance, pour une ingénierie acceptable de la participation décisionnelle complexe. Pourtant, dans la transition il ne faut pas perdre la confiance des citoyens³.
- **La troisième photo** est celle des **opérateurs économiques**: il faut avancer doucement avec les règles forcées des processus économiques, à fin de créer des conditions culturelles et opératoires de la **concurrence** à tous les niveaux – et par conséquent pour surmonter les nombreux protectionnismes encore présents – il sera mieux soutenir le temps des confrontations sur la scène globale où celui qui aura plus d'intuition et de ressources pourra conduire le changement; mais il faut faire attention puisque l'économie globale et la concurrence interne peuvent obliger à des **restructurations** lourdes et à des conséquences peu soutenables d'un point de vue social. La *formation* et *l'information* doivent aider l'Europe à trouver des équilibres indépendants de la bureaucratie communautaire mais liés à la **capacité soutenable de nombreux territoires qui ont encore un développement inhomogène**.
- **La quatrième photo** est celle des **opérateurs sociaux**: il y avait un bien précieux en Europe qui s'appelait *welfare*. Si nous ne protégeons pas ce bien – qui coûte à tout le monde, mais qui porte ses fruits à notre civilisation – l'américanisation de l'Europe est à nos portes. Je ne parle pas de l'américanisation des consommations et de la politique dé-idéologisée, qui sont déjà en train de s'affirmer; mais des hôpitaux qui te repoussent si tu n'as pas la carte de crédit. Les médias doivent jouer un rôle important. Le *welfare* n'est pas une question abstraite, de gauche ou de droite. Il s'agit d'une question qui engage l'identité culturelle de l'Europe, comme le président du gouvernement basque **Juan José Ibarretxe** a dit avec clarté ce matin.

Il y a beaucoup d'autres photos qui ont été prises. Je ne retiens ici que les suivantes, qui renvoient toutes le même signal. Il est impossible d'avancer sans les grands **sujets de socialisation** – à savoir **éducation et médias** – dans un contexte de 500 millions de personnes qui objectivement n'ont jamais été, dans toute leur histoire, si liées par le réseau comme aujourd'hui et si unies par les consommations, le tourisme, les règles, les angoisses, les espérances, désormais très proches.

Mais (c'est une condition fonctionnelle) qui est aussi en proie aux **contradictions**:

- En proie à la contradiction de vivre dans leur **contexte local** (en suivant lequel les **Pays Basque** sont orgueilleux d'une tradition et de ses conséquences dans la gestion institutionnelle de droits et de libertés, aussi bien que la Lombardie, le Galles et chacun des Pays Baltes) tandis que c'est l'**Europe des États** (la même Europe qui est née à partir de la paix de Westphalie à la moitié du XVII^e siècle pour mettre fin aux guerres de religion et de sujétion à un seul monarque) qui administre le processus de réglementation de l'intégration⁴.
- En proie à la contradiction de se concevoir à l'intérieur d'un schème de compétition globale tandis que l'architecture de l'Europe fille des **architectures institutionnelles du Vingtième siècle** se rattache à la culture de l'État-Nation.
- En proie à la contradiction d'avoir construit l'Europe il y a cinquante ans à la suite du désir fondamental de cette génération-là d'établir des **règles de paix stable**, en se retrouvant aujourd'hui face à face avec des **jeunes générations** pour lesquelles la valeur de la paix ne suffit plus, puisque cette valeur, désormais considérée comme sûre et acquise, n'est plus capable de les mobiliser⁵. Nous nous trouvons ainsi face au problème de déterminer et de partager une **nouvelle bonne idée pour faire de l'Europe un objet de consensus**.
- En proie à la contradiction d'avoir considéré *l'Agenda de Lisbonne* **comme l'idée bonne et nouvelle**, idée fondée sur l'innovation et la recherche, et donc sur le développement et les nouveaux emplois, sans réfléchir sur le fait que cet *Agenda* n'a pas été pour le moment soutenu par des investissements adéquats: c'est pourquoi on est en train de faire une série de congrès (en plus par rapport aux congrès sur la crise de l'identité de l'Europe) dédiés à la question de la reprise de *l'Agenda de Lisbonne*.
- En proie à la contradiction suivant laquelle certains pays de l'Europe ont un **cadre constitutionnel** capable d'exprimer tous les droits individuels possibles et imaginables; cela arrive aussi parce que ces pays, France, Grande-Bretagne et Hollande entre autres, sont soutenus par des économies suffisamment fortes. Cette situation se trouve en contradiction avec la proposition d'un pacte constitutionnel européen conçu comme la **super-constitution** de tous les pays: dans la mesure où cette proposition devrait se placer dans un point intermédiaire de la culture des droits du

continent tout entier, certains pays (France, Grande-Bretagne, Hollande) ont pensé qu'il était plus convenable maintenir leur constitution nationale⁶.

Notre session veut justement **connecter société civile et médias** face à la question de l'Europe qui va se définir dans les cinq ans prochains. Donc elle veut discuter:

- de la possibilité en Europe d'un niveau de **démocratie participative** à côté d'un niveau de *démocratie représentative*;
- de la possibilité de travailler sur la **scène de l'éducation et de l'école**: cette scène doit être entendue comme le lieu d'une stratégie centrale pour la formation de valeurs partagées, d'une perception commune de l'histoire, de *skills* communs pour la formation de la classe dirigeante;
- de la possibilité d'obtenir – dans le système complexe et articulé où les nouvelles et les commentaires nourrissent l'opinion publique d'un continent divisé du point de vue de l'information en trois parties (les utilisateurs actifs d'information, les destinataires fondamentalement passifs d'information, les marginalisés : la première partie constitue le 50%, la deuxième le 30%, la troisième le 20%)⁷ – un **saut de qualité** pour passer
 - **de l'Europe présentée** à travers les enseignes déployées et les voitures bleues qui déchargent sur l'écran des ministres qui vont faire des choses mystérieuses et qui selon le publique se bornent à saluer d'une façon affectée et distante;
 - **à l'Europe racontée** avec des arguments qui puissent accompagner d'un œil critique la possibilité de participer aux changements (nombreux et positifs) dont l'Europe est protagoniste, en prenant le courage de soulever selon le cas des seuils de dissension et des seuils de consensus, tout en offrant globalement à l'Europe une physionomie de vérité et de correspondance avec les problèmes réels et perçus.

Bien sûr, le temps d'une relation ne permet pas de donner des réponses exhaustives. Cependant, en vertu de la qualité et de l'importance des participants à la table ronde qui va suivre et à l'expérience de ceux qui doivent terminer nos travaux, je vais essayer de faire quelques petites considérations d'orientation, dans la conviction que les sujets vont émerger dans l'ensemble de cette partie finale du congrès.

En ce qui concerne le moment que nous sommes en train de vivre, ce moment de transition qui engage **une modalité de débattre et de discuter sur l'Europe et ses priorités** (c'est-à-dire une modalité de vivre ce que la politique et les médias règlent dans l'*agenda setting*):

1. je crois qu'il faut toujours rappeler et souligner **l'extraordinaire résultat de paix et de contrôle réciproque se référant aux**

- principes inaliénables de liberté** que l'Europe représente par rapport à son histoire et à l'image du monde qui, par contre, connaît encore des **domaines** infinies **où la raison n'a pas eu le dessus face à la violence** et aussi par rapport aux mondes qu'il faut mieux surveiller en ce qui concerne les droits (comme nous a appris à faire, par exemple, **Anna Politkovskaja** qui a écrit, avant d'être assassinée non pas bien sûr par son voisin: «*le monde craint une prolifération nucléaire non contrôlée, moi au contraire j'ai plus peur de la haine*»⁸);
2. je pense que la **discussion sur les règles et le débat sur l'identité** ne doivent pas se séparer et se temporaliser; ils doivent marcher simultanément et tous les deux d'une manière un peu moins dramatisée;
 3. en ce qui concerne les règles je crois qu'il faudra avoir le courage de défendre l'idée (j'emprunte cette opinion aux observations récentes de **Giuliano Amato** qui ne me paraissent pas si différentes des idées que **Nicolas Sarkozy** est en train de relancer) selon laquelle le *Traité constitutionnel* ne doit pas se nommer «*Constitution*» mais justement «*Traité sur les règles communes générales*»: cette petite baisse de niveau de la « *Magna charta* » pourra rendre ce texte acceptable aussi de la part de ceux qui, au niveau national, ont plus de confiance dans leur propre écriture juridique primaire;
 4. je pense encore que – comme a été bien expliqué par le sociologue catalane **Manuel Castells** - le pouvoir des identités se place aujourd'hui à l'intérieur de processus globalisés dans lesquels il faut aider (il s'agit d'une règle importante pour les médias et pour la politique) la représentation de la **coexistence des identités** dans chaque sujet⁹;
 5. je pense enfin que **l'équilibre parfait recherché toujours par l'Europe** sur ses contradictions (étant donné que l'Europe exprime à la fois **une idée et son contraire** sur plusieurs aspects, à partir du **dualisme entre Communauté et États nationaux**) doit **trouver ça et là des ruptures**, en vertu d'un principe fondamental de l'efficacité communicative: en effet, la communication de deux concepts égaux et contraires, par définition, réduit le seuil de la clarté et de l'efficacité.

En ce qui concerne **l'affirmation d'une deuxième piste institutionnelle – la piste participative – dans l'expérience démocratique**, je voudrais exprimer quelques réflexions synthétiques:

1. Comme nous avons appris dans un séminaire inter-universitaire récemment tenu à Milan sur l'initiative de ma Fondation universitaire avec la collaboration des institutions communautaires, dont les actes viennent juste de paraître¹⁰, **l'Europe** en général plutôt que plusieurs États membres (à l'encontre de ce que la plupart de gens pense) **fait des efforts réels pour concrétiser ce concept** (au-delà du fait qu'il a été indiqué comme thème constitutionnel) : le concept par lequel il ne suffit pas de déléguer à travers la votation, mais il faut, lorsqu'on a le pouvoir, écouter dans le cadre de règles qui font partie de

la **co-décision**; et par là il faut savoir accompagner (voilà la communication) les faits et les changements à fin que la participation ne soit pas une chose abstraite;

2. **ce laboratoire, il faut le soutenir e le raconter aussi**, à fin de comprendre que la technologie (notamment les processus de **e-democracy**) nous aide et que les médias ont une tâche extraordinaire à poursuivre (les médias doivent simplement maintenir un peu plus en équilibre la physiologie et la pathologie dans le choix des nouvelles);
3. cette orientation trouve enfin **un lieu d'incubation essentiel dans le territoire** où les pratiques de démocratie participative rencontrent la *culture du faire* et les choix concernant les problèmes de vie et de travail des gens; le modèle vertueux à suivre est celui des institutions territoriales qui font de *l'éducation civique* qui ne soit pas abstraite (il faut faire attention: le problème n'intéresse pas toutes les administrations territoriales partout!); les médias peuvent s'inspirer de cette éducation pour raconter des conflits plus intéressants que ceux transmis par les hommes politiques dans la mesure où ils parlent souvent plutôt de leur personne que des questions réelles des gens. Je suis complètement d'accord avec l'esprit et l'interprétation d'une Europe représentée plus par la flexibilité de sa complexité culturelle que par les diplomaties des États, telle qu'elle a été décrite par le professeur **Daniel Innerarity** dans sa relation d'introduction du panel antiméridien (je partage presque complètement son opinion).

Je cherche aussi de synthétiser quelques indications à propos de **l'Europe à raconter** (dans un contexte d'inclusion informative limitée):

1. **les services publics de la radio-télévision** devraient tendre à **une véritable chaîne européenne** – selon la formule d'*Euronews*, qui va être ré-pensée par delà les news: cette chaîne aura la tâche d'intercepter ce que **Jeremy Rifkin** a appelé ce matin le «*rêve européen*», à savoir **la dimension stratégique de la qualité de la vie**, entendue en tant que relation entre tradition et innovation;
2. la plupart des **journaux** doivent cesser de mettre en pages les correspondances de Bruxelles sous la voix «*Nouvelles de l'étranger*»;
3. **les médias territoriaux** (au niveau des régions et des administrations communales) ont une lecture des événements communautaires dont les priorités peuvent se distinguer face à la logique de l'Europe des États qui se rapporte dialectiquement à l'Europe communautaire ; l'approche de ces médias devrait favoriser la naissance d'une **agence journalistique de culture territoriale** (à laquelle pourrait penser le système des régions qui organise tant de congrès sur l'Europe en produisant, au delà de l'intervention sur les fonds, peu d'organisation et peu d'instruments) pour l'individuation, la diffusion et le triage de nouvelles sur les *faits économiques, sociaux et culturels* capable de mettre au centre l'Europe des communautés réelles;
4. **le pouvoir de communiquer** (comme a affirmé, ce matin encore, avec son message, la vice-présidente **Margot Wallstroem**) doit **reprenre sa dynamique dans les institutions communautaires** qui ont, jusqu'ici,

presque renoncé à ce front en se limitant souvent à donner les nouvelles, donc à gérer la salle de rédaction, et en déléguant à chacun des états nationaux le rapport de communication de mesures (lois, réformes, innovations) qui avaient des codes d'interprétation fort différents (et donc des préoccupations différentes); un exemple sur tous: *la question de l'euro*; cette communication flotte normalement entre la sous-évaluation (*il ne faut pas épouvanter*) et la criminalisation (*le bien arrive des gouvernements nationaux et le mal de l'Europe*);

5. **il faut nous demander sérieusement s'il est possible de régénérer une culture de communication publique sur l'Europe** (qui ne regarde pas seulement la publicité, mais aussi, et surtout, l'interactivité, la socialisation, le spectacle, les événements) menée avec **un grand esprit professionnel, avec indépendance et créativité**. La question est centrale puisque si les postes de responsabilité sont distribués en suivant la vieille logique des quotes-parts nationales des pistonnés, la réponse sera déjà écrite. Il nous faut de la **créativité** et du **professionnalisme** pour lancer *une nouvelle idée d'Europe* en vue d'une **éthique de service au citoyen** où cette couche professionnelle d'opérateurs ait un **statut** capable de les reconduire à l'intérêt général mais aussi à l'exigence de compréhension des gens et à la nécessité de se faire une libre opinion¹¹. **Statut professionnel** réglé par les normes communautaires non-secondaires qui assurent déjà le droit à l'information, à la communication et à la liberté d'expression¹².
6. Les institutions devraient démontrer ici de savoir créer un segment libéré du rapport de confiance sans bornes envers la *real-politik* et de la servilité culturelle. Il s'agit d'un problème de pacte, d'ententes, de définition de tout ce qui peut aider le processus de compréhension. Les collègues journalistes (**Griselda Pastor** et **Thomas Ferenczi**) avaient raison en demandant moins de censure et d'autocensure médiatique : il nous faut des **journaux libres qui racontent les faits**, mais aussi des **structures de communication d'intérêt publiques tout aussi libres** capables de créer – sur mesure (justement pour vaincre l'exclusion sociale) – des conditions participatives.

Je termine avec cet aspect.

- L'Europe a produit des **grandes idées**. Quelques-uns de ses constructeurs ont eu une indépendance absolue, un amour immense pour les objectifs recherchés, ténacité démocratique et un peu de transgression nécessaire (permettez-moi de le dire en ayant accompli mon premier travail professionnel, il y a 35 ans, pour un commanditaire d'exception, le Commissaire européen **Altiero Spinelli**).
- Sans cette condition appliquée au processus communicatif et informatif sur l'Europe nous aurions un système dénaturé du point de vue culturel, utile pour faire de la censure ou de la propagande ; non pas à devenir le levier d'une opinion publique plus formée, plus critique, plus interactive. Capable, ainsi, d'exprimer autour de l'Europe **une**

demande sociale qui conduit mieux les responsabilités de l'économie et de la politique.

- Cette tension communicative doit concerner **une nouvelle image de l'Europe**, par rapport à laquelle cette journée de Bilbao renforce mon idée : cette image ne doit pas s'efforcer d'être une *image de patrie*, étant donné que les patries existent, mais la validation perpétuelle pour les citoyens de son inaliénabilité dans le système des opportunités et dans l'accompagnement réel et productif de règles dans les processus de changement.

Quelques références

¹ **J. Habermas**, *Der Gespaltene Westen*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Mein, 2004.

² **Zygmunt Baumann** (*Intervista sull'identità*, a cura di Benedetto Vecchi, Laterza, Bari-Roma, 2003) a dit en racontant le doute sur l'hymne à sonner – l'hymne polaque d'origine ou le français d'adoption – à l'occasion du titre de docteur honoris causa reçu à Prague : « Notre décision de demander l'exécution de l'hymne européen était à la fois inclusive et exclusive. Elle faisait allusion à une entité qui comprenait les deux points de référence alternatifs de mon identité, mais en même temps elle annulait, en tant que moins importantes ou insignifiantes, les différences entre eux et par la suite une possible 'scission d'identité' ».

³ A ce propos voir **G. Vodruha**, *The enlargement crisis of the European Union*, in "Journal of European Social Policy", 13/2003.

⁴ **P. Bassetti**, *Il tramonto dello stato nazionale*, in *Globali e locali!*, G. Casagrande editore, Lugano, 2001.

⁵ **B. Olivi**, *L'Europa difficile. Storia politica dell'integrazione europea*, Il Mulino, Bologna, 1998.

⁶ **G. Amato**, *Intervista in pubblico sull'Europa*, Fondazione *Corriere della sera*, Milano 27 marzo 2007.

⁷ *Osservatorio sulla comunicazione di pubblica utilità in Italia e in Europa – Fondazione Università IULM* – Tiré des matériaux préparatoires de la *Conférence sur la communication et l'inclusion sociale en Europe*, conférence prévue pour l'automne 2007 à Milan.

⁸ **A. Politkovskaja**, *Proibito parlare*, Mondadori, Milano, 2007.

⁹ **M. Castells**, *The power of identity*, Blackwell Publishers Ltd, Oxford, 1997.

¹⁰ *Democrazia partecipativa in Italia e in Europa-Regole e prassi del rapporto tra democrazia e comunicazione*, édité par **S. Rolando**, numéro monographique de la "*Rivista italiana di comunicazione pubblica*", Franco Angeli Milano, n. 29/2006, réalisée en collaboration avec **Fondazione Università IULM e Rappresentanza a Milano della Commissione UE**.

¹¹ La demande d'un "statut professionnel européen pour la communication publique", in **S. Rolando**, à la conférence *La communication publique en Europe*, organisée à la Feacp, Comité des Régions, Bruxelles, 24 et 25 janvier 2007.

¹² A ce propos **G. Trincia**, *Il cittadino europeo. Un viaggio attraverso diritti e doveri*, CIDE, 2006.